

**Délibération n° 97-34 APF du 20 février 1997 portant création d'un établissement public administratif dénommé 'Centre de formation professionnelle pour adultes'**

*Paru in extenso au journal officiel n°10 N du 06/03/1997 à la page 488*

Version en vigueur au 21/06/2019

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 16 avril 1996 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics, modifiée ;

Vu l'arrêté n° 180 CM du 14 février 1997 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8-97 APF/SG du 6 février 1997 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 173-97 APF/SG du 13 février 1997 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 32-97 du 18 février 1997 de la commission des affaires sociales ;

Dans sa séance du 20 février 1997,

Adopte :

**Article 1er**

Il est créé en Polynésie française, un établissement public administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qui prend la dénomination de "Centre de formation professionnelle des adultes (C.F.P.A.)".

**Art. 2** *Rédaction issue de Arrêté n° 912 CM du 14 juin 2019*

Article abrogé

**Art. 3** *Rédaction issue de Arrêté n° 912 CM du 14 juin 2019*

Article abrogé

**Art. 4**

Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Eugène BESSERT.

Le président,  
Justin ARAPARI.

---

**Voir toutes les modifications dans le temps :**

- [Délibération n° 97-34 APF du 20 février 1997](#), JOFP n° 10 N du 06/03/1997 à la page 488
- [Arrêté n° 912 CM du 14 juin 2019](#), JOFP n° 50 N du 21/06/2019 à la page 10601